

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 26/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BACHELET-BONNEFOND

12 rue de l'ancienne Mare
BP45
76140 Le Petit-Quevilly

Références : 2026.05.T.207
Code AIOT : 0005801216

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement BACHELET-BONNEFOND implanté ZI des Patis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Afin de finaliser l'instruction du dossier de porter à connaissance du 12 novembre 2024 modifié et complété le 5 novembre 2025 relatif aux modifications des conditions d'exploitation du site de Petit-Quevilly, l'inspection des installations classées s'est rendue le 21 avril 2026 sur site afin d'échanger sur les critères d'acceptabilité et les modifications de la nature des déchets admis, insuffisamment précis et argumentés lors de la dernière visite du site du 3 mars 2026, ainsi que sur les fréquences de surveillance des rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BACHELET-BONNEFOND
- ZI des Patis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005801216
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 21 avril 2022 à exercer une activité de traitement de déchets liquides dangereux (process Hydrosep) et non dangereux (process Liposep), pour une capacité totale de 18 000 t/an, soumise à une autosurveillance de ses eaux résiduelles avant rejet dans la station d'épuration Emeraude de la Métropole Rouen Normandie via le réseau d'assainissement collectif.

Le site relève également de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles du fait de son classement à la rubrique n° 3510 dite « IED » de la nomenclature des installations classées. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) s'appliquent ainsi aux installations.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autres limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 1.2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Auto surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 9.2.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a mis en évidence que les déchets réceptionnés sur site sont contrôlés avant leur dépotage sur 3 critères (pH, test de floculation et olfactif) mais non selon les critères physico-chimiques établis par filière de traitement par l'arrêté préfectoral. L'exploitant considère que les codes déchets sont suffisants pour confirmer les caractéristiques physico-chimiques de ces déchets. Toutefois, des fiches d'identification de déchets sont établies après analyse en laboratoire des déchets selon les critères physico-chimiques indiquées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation dans le cadre d'un certificat d'acceptation préalable.

Aussi, il est attendu de la part de l'exploitant de transmettre des propositions de révision des paramètres d'acceptabilité fixés pour chacun de ses procédés par l'arrêté préfectoral sur la base des-

quels il délivre ses certificats d'acceptation préalable de traitement de déchets. Il doit également préciser et toiletter la liste des codes déchets qu'il souhaite recevoir par filières de traitement, accompagné des restrictions nécessaires pour le process Liposep (tel que déjà indiqué dans le rapport de visite du 3 mars 2026).

Ensuite, l'inspection des installations classées pourra proposer un projet de modification de l'arrêté préfectoral cadre du 21 avril 2022.

Enfin, dans l'attente des modifications de l'arrêté ministériel, l'exploitant doit contrôler ses rejets à une fréquence journalière pour certains paramètres, comme indiqué dans le précédent rapport de visite. Ces fréquences de surveillances pourront être revues dès parution du nouvel arrêté ministériel du 17 décembre 2019 modifié s'il est démontré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables. La stabilité des émissions est évaluée sur la base du guide INERIS de février 2026 dont les références sont indiqués dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autres limites de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 1.2.3.1		
Thème(s) : Autre, Nature des déchets admis		
Prescription contrôlée :		
Les seuls produits accueillis sur le site sont les suivants, réceptionnés en vrac :		
<ul style="list-style-type: none">• contenu de bacs à graisses,• résidus de décantation, filtration, centrifugation,• mélanges liquides eau / hydrocarbures et boues provenant de séparateurs eaux/hydrocarbures,• déchets provenant du nettoyage des cuves à fioul (particuliers et PME).•		
Ces déchets liquides ont pour provenance :		
<ul style="list-style-type: none">• des bacs à graisses de la restauration,• des déshuileurs de stations d'épuration,• des ouvrages de décantation des eaux résiduaires de certaines industries agro-alimentaires,• des ouvrages de séparation d'hydrocarbures installés sur les rejets d'eaux de temps de pluie d'infrastructures équipées de surfaces imperméabilisées (voiries, commerces, industries, transporteurs, stations de lavage de véhicules...).		
Par ailleurs, les déchets doivent respecter les critères physico-chimiques suivants :		
Paramètres	Teneurs limites	Observation
Point d'éclair	> 55 °C	Sur déchet brut
Polychlorobiphényles-polychoroterphényles (PCB- PCT) (somme)	< 50 ppm	Sur déchet brut
Matières en suspension	< 10 %	

Composés lourds (sables, sédiments...)	< 30 %	
Halogènes	< 1 ppm	
Chlore et composés du chlore exprimé en chlore	< 1 %	
Fluoranthène	< 5 ppm	Sur matière sèche
Benzo (b) fluoranthène	< 2,5 ppm	Sur matière sèche
Benzo (a) pyrène	< 2 ppm	Sur matière sèche

Les déchets doivent en outre respecter les critères physico-chimiques suivants pour être admis en filière de traitement LIPOSEP :

Paramètres	Teneurs limites	Observation
pH	3,5 et 8,5	
PCB	< 0,8 ppm	Sur matière sèche

et en filière de traitement HYDROSEP :

Paramètres	Teneurs limites	Observation
pH	5,5 et 9	
Floculation/ Décantation	Non floculable / non décantable	
Corps étrangers	< 150mm	

PCB	< 1 ppm	Sur matière sèche
Fer	< 3000 mg/kg	Sur matière sèche
Aluminium	< 3000 mg/kg	Sur matière sèche
Zinc	< 3000 mg/kg	Sur matière sèche
Cuivre	< 1000 mg/kg	Sur matière sèche
Plomb	< 1250 mg/kg	Sur matière sèche
Chrome	< 150 mg/kg	Sur matière sèche
Nickel	< 50 mg/kg	Sur matière sèche
Cadmium	< 10 mg/kg	Sur matière sèche
Arsenic	< 10 mg/kg	Sur matière sèche
Sélénium	< 5 mg/kg	Sur matière sèche
Etain	< 5 mg/kg	Sur matière sèche
Tallium	< 5 mg/kg	Sur matière sèche
Mercure	< 1 mg/kg	Sur matière sèche
Autres métaux toxiques	Non détectable	Sur matière sèche

Constats :

L'exploitant indique ne pas faire systématiquement de mesure des critères physico-chimiques sur les déchets réceptionnés mais un simple prélèvement sur lequel il réalise une mesure du pH, un test de floculation et olfactif avant de l'accepter ou non dans son process.

L'inspection des installations classées a consulté le registre « déchet entrants » qui indique 169 établissements différents depuis le 10 décembre 2025 pour lesquels il n'y a pas systématiquement de certificat d'acceptation préalable (CAP) ni même une analyse du déchet entrant. L'exploitant se justifie en s'appuyant sur les codes déchets. Le registre mentionne 13 codes déchets, 6 avec * pour les déchets dangereux et 7 pour les déchets non dangereux.

L'inspection des installations classées a consulté, par sondage, une fiche d'identification d'un déchet sous la rubrique 16 10 01 * (eaux hydrocarburées) en date du 18 février 2026 dans laquelle les teneurs limites sur les paramètres (notamment sur les métaux) sont indiquées conformes. Toutefois les valeurs sont mesurées sur le déchet brut et non sur la matière sèche.

L'exploitant propose de réviser les critères physico-chimiques spécifiques pour chacune des deux filières de traitement. Il envisage de ne conserver que les critères physico-chimiques communs aux deux filières (premier tableau + les paramètres pratiqués en routine à réception : pH et floculation).

Compte tenu du caractère liquide des déchets, l'inspection des installations classées rappelle que les paramètres proposés pourront être exprimés en mg/kg **sur matière brute et non sur matière sèche**.

Il est rappelé à l'exploitant que le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux est strictement interdit par l'article L.541-7-2.

En conséquence le process Hydrosep est autorisé à recevoir uniquement des déchets dangereux et le process Liposep uniquement des déchets non dangereux, la liste de code déchets admis sur site doit tenir compte de cette interdiction.

Lors de la visite, il a également été constaté l'inadéquation de certains codes déchets demandés avec le traitement pratiqué sur site. Il est demandé de réviser la liste demandée en séparant les déchets admis par process et en précisant les restrictions nécessaires pour chacun des codes qui ne sont pas suffisamment précis pour le process Liposep.

Par exemple les codes terminant par 99 tel que le code 16 07 99 qui concerne des déchets de nettoyage de cuve peut viser des cuves ayant contenu des produits alimentaires qui sont acceptables sur le process Liposep ou des produits non alimentaires qui ne sont pas acceptable sur le process Liposep. L'exploitant doit préciser dans sa liste qu'il ne peut accepter que les eaux de lavage de contenants ayant contenu des produits alimentaires et s'assurer que c'est bien le cas lors de l'acceptation préalable.

Enfin si la filière aval des résidus du process Liposep est la méthanisation, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il est interdit d'envoyer des déchets issus de boues de station d'épuration urbaine ou industrielle vers un méthaniseur qui reçoit également des biodéchets. S'il envisage de traiter des boues d'épuration relevant des codes déchets 02 03 05, 19 02 06, 19 02 99, 19 08 05, etc tel que demandé dans le porté à connaissance (PAC), il doit informer les exploitants destinataires que ces déchets peuvent être issus de boues de station d'épuration et trouver une filière autorisée à les recevoir sans mélange avec des biodéchets.

Lors de la visite des installations, l'inspection des installations classées constate la dégradation de la bordure de la rétention de la fosse de stockage des boues hydrocarburées. Par courriel du 11 mai 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une photographie attestant de la réparation de la bordure endommagée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1 : L'exploitant doit **sous un délai d'un mois** proposer à l'inspection des installations classées les paramètres d'acceptabilité à contrôler au moment de l'établissement du CAP et mettre à jour la liste des codes déchets qu'il souhaite recevoir par filières de traitement, accompagnés des restrictions nécessaires pour le process Liposep.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.11

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite d'émission des eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement collectif, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution.

Débit de référence	Maximal : 10 m ³ /h, 100 m ³ /j	Moyen journalier : 90 m ³ /j
Paramètre	Concentration moyenne journalière (en mg/l ou µg/l)	Flux moyen mensuel (en g/j ou kg/j)
DCO	1200 mg/l	100 kg/j
DBO5	400 mg/l	32 kg/j
MEST	300 mg/l	24 kg/j
Azote total (N)	75 mg/l	7,5 kg/j
Phosphore total (P)	25 mg/l	4 kg/j
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	0,4 kg/j
Cyanure	0,1 mg/l	8 g/j

Phénols	0,1 mg/l	8 g/j
Métaux totaux	1 mg/l	80 g/j
Arsenic	0,05 mg/l	4 g/j
Fer	1 mg/l	80 g/j
Aluminium	1 mg/l	80 g/j
Cadmium	0,1 mg/l	16 g/j
Mercure	0,01 mg/l	8 g/j
Chrome hexavalent	0,1 mg/l	32 g/j
Nickel (1)	1 mg/l	80 g/j
Plomb (1)	0,3 mg/l	80 g/j
AOX (1)	1 mg/l	30g/j
Titane	-	-
BTEX (1)	1,5 mg/l	1g/j-
Chrome (1)	0,3 mg/l	80 g/j
Manganèse (1)	1 mg/l-	10g/j
Nonylphénols	0,1 µg/L	0,9 kg/J

NP2OE*	0,1 µg/L	2,18 g/l
Cuivre et ses composés	5 µg/L	694 g/l
Zinc et ses composés	10 µg/L	2,5 kg/l

(1) La surveillance peut être abandonnée si la substance n'est pas détectée lors de plusieurs analyses sur les rejets aqueux. La substance est jugée non pertinente.

Constats :

L'inspection des installations classées a fait remarquer que les valeurs limites d'émissions sur les métaux ne sont plus compatibles avec celles de l'arrêté de déversement dans la station d'épuration Emeraude. Notamment la somme des métaux (arsenic, plomb, mercure, cadmium, chrome, zinc, cuivre, nickel) s'élève à 1,701 mg/L alors qu'elle est limitée à 1 mg/L.

L'inspection des installations classées propose de revoir à la baisse certaines valeurs limites :

- pour le plomb à la limite de quantification (<2µg/L) ;
- pour le chrome à 0,1 mg/L (au lieu de 0,3mg/L) ;
- le nickel à 0,1 mg/L comme proposé dans le PAC (au lieu de 0,5 mg/L).

L'exploitant s'est engagé à respecter ces nouvelles valeurs le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Auto surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 9.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de contrôle des rejets

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Eaux résiduaires après épuration issues des rejets N° 1		
pH	mesure	continue

température	mesure	continue
débit	mesure	continue
DCO	mesure	hebdomadaire
MES	mesure	hebdomadaire
DBO5	mesure	mensuelle
Hydrocarbures	mesure	mensuelle
Azote global	mesure	trimestrielle
Phosphore	mesure	trimestrielle
Métaux totaux	mesure	trimestrielle
Phénols	mesure	hebdomadaire (2)
Cyanures	mesure	trimestrielle
Arsenic	mesure	annuelle
Cadmium	mesure	annuelle
Mercure	mesure	annuelle
Chrome hexavalent	mesure	annuelle
fer	mesure	trimestrielle

aluminium	mesure	trimestrielle
Nickel (1)	mesure	Trimestrielle (2)
Plomb (1)	mesure	Trimestrielle (2)
AOX (1)	mesure	Trimestrielle (2)
Titane	mesure	annuelle
BTEX (1)	mesure	Trimestrielle (2)
Chrome (1)	mesure	Trimestrielle (2)
Manganèse (1)	mesure	Trimestrielle (2)
Nonylphénols	mesure	trimestrielle
NP2OE*	mesure	trimestrielle
Cuivre et ses composés	mesure	trimestrielle
Zinc et ses composés	mesure	trimestrielle

(1) : La surveillance peut être abandonnée si la substance n'est pas détectée lors d'analyses sur les rejets aqueux. La substance est jugée non pertinente.

(2) : La fréquence de surveillance peut être réduite s'il est démontré que les niveaux d'émissions sont suffisamment stables.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse sont conformes à celles définies par les réglementations et normes françaises ou européennes en vigueur. L'utilisation de toute autre méthode est soumise à l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements, mesures ou analyses doivent être effectués au plus près du point de rejet dans le milieu récepteur.

Les mesures comparatives mentionnées à l'Article 9.1.2. sont réalisées selon la fréquence minimale annuelle.

Constats :

L'exploitant revient sur les nouvelles fréquences de contrôle indiquées dans le précédent rapport de visite du 3 mars 2026, imposant notamment un contrôle journalier ou par bâchée sur certains paramètres.

L'inspection des installations classées explique que la notion de station d'épuration collective a été définie dans le BREF Chimie de 2025 et qu'une station d'épuration urbaine (comme Emeraude) n'est pas considérée comme une station d'épuration collective, ce qui remet en question les fréquences de surveillance, accordées à l'époque du réexamen IED (arrêté ministériel du 17 décembre 2019).

L'exploitant explique que les rejets aqueux s'effectuent par surverse depuis la cuve de 50 m³ des eaux résiduaires traitées et qu'il est impossible de faire un contrôle par bâchée car les volumes journaliers rejetés peuvent atteindre 70 m³. Toutefois, le site est équipé d'un canal venturi et d'un dispositif de prélèvement d'échantillon avec débitmètre, juste avant le rejet dans le réseau d'assainissement collectif (dirigé vers la Step Emeraude) pour réaliser les contrôles journaliers.

L'inspection des installations classées indique également que la réglementation est en cours de révision notamment pour l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 afin de permettre ces ajustements, et de donner plus de souplesse sur les fréquences de contrôle. Cette révision n'est pas applicable à ce jour. Elle s'appuie notamment sur le guide INERIS de février 2026 "Évaluation de la stabilité des émissions aqueuses et atmosphériques des industries -Guide pour l'évaluation de la stabilité des émissions dans le cadre de la mise en œuvre des Meilleures Techniques Disponibles liées à la directive « IED » relative aux émissions industrielles".

Relevé de décision :

Dans l'attente des modifications de l'arrêté ministériel, l'exploitant doit contrôler ses rejets à une fréquence journalière pour certains paramètres, comme indiqué dans le précédent rapport de visite. Ces fréquences de surveillances pourront être revues dès parution du nouvel arrêté ministériel du 17 décembre 2019 modifié s'il est démontré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables. La stabilité des émissions est évaluée sur la base du guide INERIS de février 2026 dont les références sont indiqués dans le présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 2 : Dans l'attente de modifications de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, l'exploitant doit, **sous un délai de 1 mois**, contrôler ses rejets à une fréquence journalière pour certains paramètres, comme indiqué dans le précédent rapport de visite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois